

Le congrès d'UT2-Le Mirail vient de voter à l'unanimité une motion rejetant le calendrier du projet UNITI.

Je me réjouis que le projet en lui-même ne soit pas remis en cause, et que la motion vise essentiellement le modus operandi. Mais je veux tout d'abord récuser une nouvelle fois le mot de précipitation et rendre hommage à toutes celles et ceux qui dans les nombreux appels d'offres des Investissements d'Avenir ont su fournir en temps et heure des dossiers impeccables. Cela a conduit notre Université à recueillir des lauriers très nombreux, les derniers en date sont les IDEFI et CAPTOR clôturera de manière brillante une longue liste. Ces succès permettent à notre site d'être reconnu à son rang et à la qualité du travail de nos étudiants, chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels des fonctions support et de soutien, d'être enfin reconnu aux plan national et international. Cette reconnaissance et cette confiance instantanément acquises, et dont nous commençons déjà à voir les premiers signes, sont des biens précieux et fragiles.

Il n'y a aucune précipitation à répondre de manière professionnelle et compétente aux calendriers voulus par notre tutelle. Le service public à Toulouse en est sorti grandi. Et je voudrais qu'on se donne la peine d'imaginer dans quel état serait notre site si à tous les instants des nombreux appels d'offre, nous avions pris prétexte de l'inanité des règles du jeu et des calendriers pour ne pas participer.

Sur la démarche elle-même, je suis surpris que ceux-là mêmes qui réclament une démarche plus collective veuillent inverser le processus, en voulant imposer à tout le site leurs propres décisions.

Il appartient, en premier lieu, au CA du PRES de prendre position sur ce dossier et en particulier de voter ou non la signature de la convention qui aura été élaborée et dont tous pourront suivre la préparation quasiment en temps réel sur le site du PRES.

Ensuite, chaque établissement, avec les instances nouvellement élues, aura à se positionner, compléter, refuser, et décider in-fine s'il adhère au projet, aura à fixer son propre agenda ou éventuellement à choisir de quitter le projet. Le calendrier est favorable à cela, puisque les nouveaux conseils seront tous opérationnels avant l'été.

Toutes les positions sont respectables, mais elles ne peuvent pas s'imposer aux autres.

Je voudrais ajouter quelques éléments plus globaux :

- Il faut savoir évaluer une situation par rapport à une vision interne, il faut savoir aussi prendre en compte des éléments extérieurs. C'est toute la différence qu'il y a entre forces et faiblesses, et opportunités et menaces. Parlons donc des opportunités et des menaces. Il y avait hier une réunion des huit sites lauréats devant le Premier Ministre et le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Finalement tous les sites labellisés partagent les mêmes espoirs et les mêmes inquiétudes. Nous avons d'ailleurs décidé d'agir de manière plus concertée, notamment en matière de cadrage de la convention de lancement de nos projets respectifs. Nous n'auront d'impact que si nous agissons de manière solidaire. J'ai par ailleurs compris que tout en faisant la même analyse que nous des menaces et des opportunités, tous les sites signeraient leur convention.
- Pour peser sur les décisions ministérielles, nous avons décidé de nous réunir la semaine prochaine pour affiner en commun notre demande sur le caractère ouvert de la convention et sur la mitigation des risques juridiques et financiers associés. Ce doit vraiment être une convention permettant d'installer les premiers

financements, permettant aussi aux Labex et IDEFI de démarrer, mais restant ouverte. Je précise que le calendrier global de quatre ans avec un jalon très fort à mi-parcours est impératif. Il permet des négociations en profondeur mais demande une démarche résolue.

Nous faisons donc tout pour que la convention soit le moins contrainte possible et ce sera au CA du PRES de l'évaluer, sur pièces et non pas sur des à priori.

- Si on n'accepte pas ce cadrage, la conséquence ne sera pas celle que certains imaginent, c'est à dire la possibilité de reprendre posément un nouveau projet. Un nouveau projet ne pourrait se concevoir que dans le cadre d'un nouvel appel d'offre, ce dont personne ne parle à ce jour. En revanche, notre site se retrouvera discrédité aux yeux de la communauté nationale. Nous avons surpris par notre capacité à agir de manière cohérente, résolue et ambitieuse. Le monde qui nous regarde conclura simplement que ce n'était qu'une illusion et que, décidément, nous ressemblons à l'image qui nous collait aux basques, celle d'un site discordant et désordonné.

Mais je n'y crois pas, car nous avons jusqu'ici surmonté bien des crises et je crois encore à notre capacité à sortir grandis de ce nouveau défi pour le plus grand bien de nos usagers et de notre environnement.